APRÈS ART. 20 N° **951** 

# ASSEMBLÉE NATIONALE

30 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR 2026 - (N° 1907)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

## **AMENDEMENT**

N º 951

présenté par M. Colombani, M. Castiglione, M. Lenormand, M. Mathiasin, M. Serva et M. Taupiac

#### ARTICLE ADDITIONNEL

### APRÈS L'ARTICLE 20, insérer l'article suivant:

L'article L. 3111-1 du code de la santé publique est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Les médecins généralistes sont autorisés à détenir et conserver le vaccin contre la grippe saisonnière, en vue de son administration aux personnes relevant des recommandations vaccinales figurant au calendrier prévu au premier alinéa du présent article.

« Un décret en Conseil d'État précise les conditions de détention, de conservation et de traçabilité de ce vaccin. »

#### EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à autoriser les médecins généralistes à détenir les vaccins contre la grippe saisonnière et la COVID-19, en vue de leur administration directe aux personnes concernées par les recommandations du calendrier vaccinal.

Les campagnes de vaccination contre la grippe et la COVID-19 connaissent chaque année une diminution de la couverture vaccinale, encore insuffisante au regard des objectifs de santé publique. Plusieurs facteurs expliquent cette situation, notamment la complexité du parcours de soins. Actuellement, un patient doit recevoir son bon de vaccination, se rendre en pharmacie pour obtenir le vaccin, puis faire réaliser l'injection par un professionnel habilité.

Cette succession d'étapes constitue un frein à la vaccination pour de nombreux patients. En permettant aux médecins généralistes de détenir et administrer directement ces vaccins lors d'une consultation, le présent amendement simplifie le parcours vaccinal et facilite le passage à l'acte.

APRÈS ART. 20 N° **951** 

Ainsi, un patient conseillé par son médecin pourrait être vacciné immédiatement, sans démarches supplémentaires, contribuant à améliorer la couverture vaccinale et la prévention.

Tel est donc l'objet de cet amendement.